

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL
CONCLUE AU SEIN DE LA SOUS-
COMMISSION PARITAIRE DES
ETABLISSEMENTS ET SERVICES
D'EDUCATION ET D'HEBERGEMENT DE LA
COMMUNAUTE FRANCAISE, DE LA REGION
WALLONNE ET DE LA COMMUNAUTE
GERMANOPHONE

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST
GESLOTEN IN HET PARITAIR SUBCOMITE
VOOR DE OPVOEDINGS-EN HUISVESTINGS
INRICHTINGEN EN DIENSTEN VAN DE
FRANSE GEMEENSCHAP, HET WAAELSE
GEWEST EN DE DUITSTALIGE
GEMEENSCHAP

Entre les organisations suivantes représentées au
sein de la sous-commission susmentionnée :

Tussen de volgende organisaties
vertegenwoordigd in het vermelde paritair
subcomite :

UNION NATIONALE D'INSTITUTIONS DE PROTECTION DE LA JEUNESSE ET D'AIDE AUX
HANDICAPES.
NATIONALE UNIE VAN VOORZIENINGEN VOOR JEUGDBESCHERMING EN
GEHANDIKAPTEN.


J.C. COMBARD

FEDERATION DES EQUIPES MANDATEES EN MILIEU OUVERT.

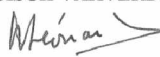
 Françoise Heukens HEUKENS

FEDERATION DES SERVICES DE PLACEMENT FAMILIAL.

ASSOCIATION DES MAISONS D'ACCUEIL.

 P. PATERNOTTE

FEDERATION GENERALE DU TRAVAIL DE BELGIQUE.
ALGEMEEN BELGISCH VAKVERBOND.

 M. LEONARD

CONFEDERATION DES SYNDICATS CHRETIENS DE BELGIQUE.
ALGEMEEN CHRISTELIJK VAKVERBOND VAN BELGIE.

 Albert CARTON - CRT

CENTRALE GENERALE DES SYNDICATS LIBERAUX DE BELGIQUE.
ALGEMEEN CENTRALE DER LIBERALE VAKBONDEN VAN BELGIE.



M. DUFRANE

La convention collective de travail, reprise ci-
après, a été conclue :

Werd de hiernavermelde collectieve
arbeidsovereenkomst gesloten :

CCT du 13 janvier 2004 instaurant des dispositions
quant à l'aménagement de la fin de carrière
professionnelle, dénommée "Plan Tandem II".

SOUS-COMMISSION PARITAIRE DES MAISONS D'EDUCATION ET
D'HEBERGEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE, DE LA
REGION WALLONNE ET DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

Convention collective de travail du 13 janvier 2004 instaurant des
dispositions quant à l'aménagement de la fin de carrière professionnelle,
dénommé « plan Tandem IV ».

CHAPITRE I^{er}. – *Champ d'application*

Art. 1^{er}. La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs des services d'aide spécialisée à la petite enfance qui ressortissent à la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement agréés et/ou subventionnés par la Communauté française, secteur des services d'aide spécialisés pour la petite enfance (SASPE), ainsi qu'aux travailleurs et aux employeurs des établissements et services exerçant les mêmes activités et qui ne sont ni agréés ni subventionnés.

Art. 2. Pour l'application de la présente convention collective de travail, on entend par travailleurs :

- les employées et employés,
- les ouvrières et ouvriers.

Art. 3. Pour l'application de la présente convention, il faut entendre par «dispositions relatives au crédit-temps », le système de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps instauré par la CCT 77bis conclue au sein du Conseil National du Travail.

CHAPITRE II. – *Conditions*

Art. 4. §1. Les travailleurs de 50 ans ou plus qui, conformément aux dispositions relatives au crédit-temps, réduisent leur activité professionnelle à un mi-temps peuvent, moyennant le respect des conditions fixées dans le présent article, bénéficier de l'allocation complémentaire visée à l'article 7 de la présente convention collective de travail.

§2. Pour pouvoir bénéficier de l'allocation complémentaire visée à l'article 7, le travailleur doit :

- être âgé de 50 ans ou plus ;
- être au maximum de son ancienneté barémique de la Sous-commission paritaire ;
- être occupé au moins aux $\frac{3}{4}$ d'un temps plein ;
- bénéficier d'une allocation octroyée dans le cadre des dispositions relatives au crédit-temps.

Art. 5. Pour bénéficier des dispositions de l'article 4, les travailleurs visés doivent introduire une demande par écrit à leur employeur. Cette demande doit être introduite au moins 3 mois avant la date effective de la réduction des prestations.

Art. 6. Le travailleur qui a interrompu son crédit-temps et qui est revenu à son volume de travail initial et qui ultérieurement, réduit à nouveau son temps de travail, conformément aux dispositions relatives aux crédit-temps, ne bénéficie plus de l'allocation complémentaire visée à l'article 7.

CHAPITRE III. – *Dispositions financières*

Art. 7. Le travailleur qui réduit ses prestations conformément à l'article 4 de la présente convention collective de travail conserve ses avantages barémiques conventionnels et perçoit son salaire en fonction de ses prestations.

En outre, il bénéficie d'une allocation complémentaire versée par le Fonds social « *Old Timer* » (organisé par la CCT du 07 janvier 2003, modifiée par la CCT du 13 janvier 2004).

Art. 8. Le Fonds social « *Old Timer* » détermine le montant de l'allocation complémentaire versée au travailleur ainsi que le montant variable de la cotisation mensuelle versée par l'employeur au Fonds.

CHAPITRE IV. – *Obligation de remplacement*

Art. 9. Les partenaires sociaux sont soucieux de maintenir la qualité du service et de ne pas alourdir la charge de travail.

A cette fin, les employeurs s'engagent, pour le volume d'emplois subsidiés et/ou financés et/ou rendus obligatoires par les pouvoirs publics, à procéder aux remplacements nécessaires pour maintenir globalement et en moyenne le volume de l'emploi durant la période subsidiée. Ce remplacement se fera au minimum au prorata de la réduction prévue à l'article 4 §1.

L'obligation de remplacement est rencontrée quand, sur une année civile, les travailleurs remplaçants sont engagés sous contrat de travail ouvrier ou employé pour un volume total des heures au moins égal au volume total d'heures que les travailleurs visés à l'article 4 ne prestant plus du fait qu'ils ont réduit leurs prestations.

Pour ce faire, les employeurs associeront étroitement les travailleurs à la politique prévisionnelle de l'emploi en procédant à une consultation trimestrielle du Conseil d'entreprise ou, à défaut de Conseil d'entreprise, du Comité pour la prévention et la protection du travail ou, à défaut de Comité pour la prévention et la protection du travail, de la délégation syndicale.

Toutefois, pour la part d'emploi non-subsidiés et/ou financés par les pouvoirs publics, s'il n'y a pas de remplacement, une argumentation écrite doit être donnée au Conseil d'entreprise ou, à défaut de Conseil d'entreprise, au Comité pour la prévention et la protection du travail ou, à défaut de Comité pour la prévention et la protection du travail, de la délégation syndicale.

CHAPITRE V. – *Dispositions finales*

Art. 10. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2004 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle sera revue automatiquement si la CCT 77 bis ou la législation qui s’y rapporte est modifiée.

Elle sera évaluée dans tous ses aspects au 31 décembre 2004, puis tous les 2 ans.

Elle peut être dénoncée par l’une des parties signataires par lettre recommandée adressée au président de la Sous-commission paritaire des établissements et services d’éducation de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, moyennant le respect d’un préavis de trois mois.